

Rencontre avec Jean-Luc Mélenchon

Thierry Baranger et Muriel Eglin

Mélapous : Nommé ministre de l'enseignement professionnel sous le gouvernement de Lionel Jospin, vous vous êtes toujours intéressé aux questions concernant la jeunesse et particulièrement à celles relevant de l'école. C'est à ce titre que nous avons souhaité vous rencontrer pour une parution de notre revue consacré aux *métamorphoses de l'enfance*, à l'ambivalence du regard des adultes sur la jeunesse.

L'école

Alors que vous étiez ministre, votre courant *La République Sociale* a publié un manifeste pour une *Ecole globale*. Vous y observiez que depuis la grande loi d'orientation sur l'éducation de 1989, les débats sur les finalités de l'école s'étaient taris. Si vous étiez appelé aux fonctions de ministre de l'éducation nationale, quelles seraient les premières décisions que vous prendriez ?

Le partage des richesses et la qualification

Jean-Luc Mélenchon : Il faut savoir que dix points de la richesse produite par notre pays et qui précédemment bénéficiaient aux salaires, sont maintenant appropriés par le capital. Pour masquer cette réalité, on invente des problèmes qui noient les choses : les difficultés de la jeunesse, les stages, l'intégration... Si j'étais nommé ministre de l'éducation, je m'attacherais donc à œuvrer pour le partage de la richesse. Le premier pas serait de partager le capital symbolique. C'est là que la question de la qualification professionnelle me paraît essentielle : elle est un élément fondamental du partage du travail et des relations entre les travailleurs et les entreprises. Elle procède d'une définition collective des compétences théoriques et pratiques, garantie par l'Etat. Elle constitue ainsi un rempart contre l'ultralibéralisme du monde du travail, contre la marchandisation des compétences, au même titre que les conventions collectives par branche sont un rempart contre le « *sur-mesure* » que les entreprises voudraient imposer aux travailleurs individuels. C'est en ce sens que j'ai parlé de « *personnalisme républicain* » : l'action de l'école doit être pensée en relation avec le projet que l'on a pour la société qui lui confie ses enfants. *Personnalisme*

parce qu'il s'agit bien d'aider un jeune individu à devenir une personne. *Républicain* parce qu'il s'agit de reconnaître que c'est une responsabilité collective que d'y parvenir et un droit pour chacun d'y accéder.

La pédagogie

L'école est construite sur le modèle symbolique du non-utilitarisme du savoir. Cela correspond à un modèle social, à une idéologie de nantis. En effet, cela procède de l'idée que le travail serait une malédiction biblique (cela fait référence à l'accouchement et à la torture) et traduit la différence entre le *noble* (historiquement, celui qui ne travaille pas) et l'*ignoble*.

Or, il faudrait rapprocher le savoir des réalités concrètes pour permettre à chacun de trouver sa place dans le monde du travail : on sait bien que le « *peuple malin* » inscrit ses jeunes dans les filières professionnelles. Plus de la moitié de ceux qui vont à l'université se retrouvent sans diplôme. On leur a fait miroiter quelque chose qui n'existe pas.

On ne peut donc aborder la question de l'éducation qu'en articulant le secondaire avec l'université et les filières professionnelles supérieures. J'insiste, la qualification professionnelle est fondamentale. Elle élève l'individu et ne l'abaisse pas.

Il faudrait davantage utiliser la pédagogie que l'on applique dans l'enseignement professionnel, une pédagogie inductive qui fait appel à l'intelligence du réel des enfants. C'est notamment ce que l'on devrait faire dans les collèges avec les enfants en difficulté scolaire. Or les professeurs sont d'anciens bons élèves et ne savent pas faire avec ceux qui n'ont pas la capacité d'absorber un savoir abstrait, qui ont besoin d'une pédagogie de la pratique. Par exemple, lors d'un déplacement en Martinique alors que j'étais ministre, j'ai pu voir des filières professionnelles utiliser des outils pédagogiques géniaux : pour la fabrication de gommières (bateaux de pêche traditionnels), les élèves ont dû aller chercher un technicien sur une île des Caraïbes anglophone et ainsi, ils ont appris l'anglais et fait un reportage. Pour comprendre la tradition de fabrication, ils ont fait des mathématiques, pour la mettre en œuvre, de la physique. Pour sélectionner le bois le mieux adapté et réaliser le calfeutrage, ils ont étudié la résistance des matériaux et la chimie... *ils ont tiré de la pratique la règle universelle*. Un jeune qui prépare un

bac professionnel apprendra, à partir de méthodes différentes, les mêmes règles théoriques qu'un bachelier scientifique.

Moi qui suis philosophe de formation, j'aurais souhaité que la philosophie puisse être étudiée dans les séries technologiques. Mais la méthode pédagogique classique de l'enseignement de la philosophie ne fonctionne pas avec les élèves de ces séries et les professeurs ne veulent pas changer de méthode. Je pense également qu'il y a un problème de formation des enseignants : on les forme à leur discipline et non à la pédagogie, ainsi ils ne savent que des choses abstraites. Chez les enseignants, il y a toujours eu une « *respiration sur le pédagogique* », ils savent inventer. Mais ça s'est assoupi ces derniers temps.

Dans le même ordre d'idées, je me suis attaché à instaurer l'éducation civique, juridique et sociale (ECJS). Une pédagogie spécifique a été mise au point avec comme finalité d'apprendre le débat argumenté. Je pense en effet qu'il est important que les gens sachent parler, écouter et faire vivre le collectif pour produire correctement. L'apprentissage du débat argumenté est donc le nouveau cœur du civisme que nous voulons voir enseigner : il est autant question de transmettre des normes que d'initier à une attitude critique et réflexive. C'est une question d'efficacité. On gagne à éduquer, y compris pour la production elle-même.

M. : Dans les projets gouvernementaux, il est prévu d'ouvrir la possibilité d'un apprentissage à partir de 14 ans. Qu'en pensez-vous ?

J.L.M. : C'est une imposture ! Quand Jean-Louis Borloo dit qu'il va mettre 500 000 jeunes en apprentissage, tout le monde est content : déjà, certains se réjouissent parce qu'ils pensent pouvoir se débarrasser des perturbateurs. Il y a déjà 350 000 jeunes en apprentissage, où va-t-on trouver les 150 000 autres ? Sans doute par une ponction sur ceux qui dérangent le plus dans l'enseignement général ou professionnel. Or si l'on y met des jeunes en difficulté, ils le resteront. C'est les envoyer à l'échec et à la déscolarisation quand on sait que le quart des contrats d'apprentissages sont rompus avant terme, c'est-à-dire avant l'obtention du diplôme ! L'apprentissage tous azimuts ne tient aucun compte de toutes les ruptures de contrats mais aussi des changements de culture de la plupart des métiers. C'est un mensonge que de prétendre que les jeunes vont apprendre sur le tas, car aujourd'hui, il n'est plus possible d'apprendre sur le tas, il faut un minimum de bases : la production moderne, c'est compliqué. L'apprentissage est utile pour former à certains métiers artisanaux, où l'on peut apprendre l'essentiel du métier en reproduisant le geste professionnel (la coiffure ou certains métiers de bouche par exemple). Mais dans la plupart des

secteurs de la production et des services, le progrès technique et les mutations rapides des procédés de fabrication et de travail, impliquent de disposer d'un niveau de plus en plus élevé de connaissances générales et transversales. Ce que ne permet pas l'apprentissage.

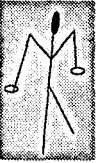
Déjà dans le cadre du collège unique, on avait créé les SEGPA, anciennes SES, avec un discours de professionnalisation mais en réalité, elles se sont avérées de véritables voies de garage. Il y a certes eu de beaux succès mais on y a mis tous ceux dont on ne voulait pas, quels que soient leurs handicaps. Cela ne pouvait pas fonctionner.

Dans une démarche opposée de valorisation par la qualification professionnelle, j'ai créé des lycées des professions expérimentaux. Ils permettent de regrouper tous les niveaux de qualifications professionnelles, CAP, BEP, bac professionnel, BTS, voire licence professionnelle, ainsi que les différentes voies d'accès à ces qualifications : formation scolaire, apprentissage, formation continue des adultes et validation des acquis d'expérience (VAE). C'est très stimulant pour les adultes comme pour les enfants : les jeunes voient des adultes venir passer des diplômes pour obtenir la même qualification qu'eux.

M. : Un journaliste, Emmanuel Davidenkoff, dans « la Gauche et l'école » affirmait que l'école a été le plus grand échec de la gauche. Qu'en pensez-vous ?

J.L.M. : Je comprends que l'on puisse dire cela car sur la question de l'école, on attend beaucoup plus de la gauche que de la droite. Il faut reconnaître que la gauche a fait beaucoup mais elle a peut-être manqué de lucidité. Il y a eu le même décrochage du regard que par rapport à la société : on a mis beaucoup de moyens au service d'une idée qui ne correspondait pas forcément à la réalité. Le collège unique est là pour l'illustrer : l'idée que seul l'enseignement général peut élever le niveau est une erreur. C'est également un mensonge : personne ne veut remettre les SEGPA et les CPPA au collège unique. On a donc rétabli des filières sans le dire. L'égalité se construit, alors qu'on a fait comme si elle était donnée.

Pour conclure sur ce sujet, je pense que la marchandisation du savoir est en route. On vend des compétences, adaptées au marché et périssables par nature, quand le service public produit des qualifications durables. La privatisation du savoir est un enjeu de lutte sociale, c'est pourquoi je serais favorable au rapatriement de toutes les écoles dans le giron de l'éducation nationale, même la Faculté de médecine, l'École de la magistrature et l'École Nationale d'Administration. Tout est qualification. Mais c'est sans doute trop révolutionnaire pour être entendable actuellement.



Images de l'enfant

M. : Y a-t-il une figure emblématique d'enfant qui vous ait particulièrement marqué ?

J.L.M. : Vous me parlez de l'enfant mais de quel enfant s'agit-il ? Du gamin de trois ans ou de l'adolescent ? Pour les moins de dix-huit ans, on peut déjà déterminer au moins cinq catégories différentes ! Quand on parle de l'enfant, on a l'image de l'*être pur* à l'égard duquel on ne peut être que bienveillant, de l'être sincère et innocent dont la parole est vérité. Pour moi, cette vision rousseauiste de l'enfant pur que la société corrompt est un mythe profondément réactionnaire.

La société moderne, en prenant les enfants comme figure emblématique, a renversé les valeurs. Dans les sociétés traditionnelles, la sagesse vient des anciens qui ont l'expérience. Au contraire, dans notre société, ce qui est ancien se réfère à des choses qui n'existent plus, qui sont obsolètes et ne peuvent donc plus faire référence. De même, auparavant, le récit était imagé, l'image était un outil pour magnifier, célébrer, symboliser la réalité alors qu'aujourd'hui, l'image est censée être neutre, comme si nous étions tous capables d'avoir un regard critique sur les images. L'enfant est la figure emblématique de notre société, parce qu'il serait une véritable page blanche, modèle de pureté permettant d'accéder à la nouveauté. Nous vivons dans une société ravagée par le jeuisme !

M. : N'y a-t-il pas une ambivalence entre la figure d'enfant telle que vous la décrivez et l'enfant exclu, vécu comme dangereux ?

J.L.M. : Non, justement ! Lorsqu'on a de l'enfant une telle image de pureté, on attend que tous les enfants s'y conforment. On est alors d'autant plus dur avec le jeune délinquant qui n'y correspond pas : en remettant en cause cette figure emblématique, il transgresse la représentation dominante et devient celui qui inquiète.

Quant au jeune exclu, je n'y crois pas : la catégorie « *jeune* » est une invention, sa durée varie selon les civilisations. Par exemple, lorsque l'on parle du Contrat Première Embauche (CPE) pour les jeunes, c'est en réalité d'un travailleur que l'on parle. Il s'agit même d'un travailleur hautement qualifié puisque le CPE a vocation à s'appliquer à des jeunes de 25 ans qui ont fait des études universitaires. Ainsi, utiliser ce concept de « *jeune* », analyser les choses à travers le prisme générationnel, c'est une manière de nier la réalité sociale. Mais ce prisme, on l'efface quand ça nous arrange : par exemple, l'apprentissage à 14 ans permet d'envoyer un gosse à l'usine. Cette idée

fonctionne sur le mythe du travailleur de 50 ans qui a commencé dans la même usine à l'âge de 14 ans. Cela ne correspond plus à la réalité aujourd'hui.

L'enfance et l'accès aux origines

Pour en revenir à votre préoccupation, je crois profondément que la figure emblématique de l'enfance ramène à la question de l'accès aux origines, qui est une vaste escroquerie : ce que l'on trouve, ce ne sont jamais les origines, c'est toujours la mère, dont on va rechercher la faute, à qui on reproche d'avoir laissé son enfant. Au nom de quoi va-t-on déranger, quarante ans après, une femme qui a mené à terme une grossesse ?

Je pense par ailleurs que l'identification est une question masculine, que les femmes vivent et conçoivent les choses autrement, que la question des origines se pose moins pour elles.

Évoquer ce droit crée une demande qu'on ne peut satisfaire. Ce n'est pas la demande que je conteste, mais le fait que la société l'encourage. Le droit d'accès aux origines est une métaphysique terrifiante qui continue à plonger les gens dans un état de frustration intense. Pourquoi l'accès aux origines nous paraît-il si important ? Plus important que la reconnaissance de la liberté des êtres ? C'est oublier que le passé est révolu, que c'est en regardant l'avenir que chacun peut se construire.

On peut toujours réduire une personne à cette difficulté mais je pense qu'il vaut mieux, quand on ne peut pas savoir, passer à autre chose. Cela renvoie les gens à une image fautive de leur identité, construite sur le même fondement que le communautarisme : le monde me préexiste et je dois remplir le rôle que l'on m'a assigné. C'est une idéologie vieille comme le monde, qui a permis de maintenir les femmes dans une situation de soumission au contrôle des hommes.

Je regrette que l'on n'évoque le sens de la vie et des relations entre les personnes qu'au travers de cette idéologie des origines. Certes, nous avons tous des atavismes profondément ancrés en nous, principes de survie millénaires dans une société d'êtres sédentaires vivant de cueillette : altruisme, compassion, solidarité. Mais il manque l'amour. Or les hommes ont besoin de figures aimantes pour grandir, se développer. L'amour est plus important que les origines.

M. : Quelle pourrait être votre définition de l'amour ?

J.L.M. : Faire ce qu'il faut pour l'épanouissement de la personne, avec assez de distance et de bienveillance. Malraux, dans

la *Condition humaine*, écrivait « *mes semblables ne sont pas ceux qui me jugent mais ceux qui m'aiment, malgré moi* ».

M. : Avant de vous rencontrer une de vos proches nous a dit que certains événements de votre adolescence avaient contribué à votre engagement politique*. Vous voyez bien que le passé revient toujours...

J.L.M. : Pourquoi cherchez-vous dans mes pots de bébé les raisons de mon engagement de quarante ans de politique ? C'est comme la recherche des origines, je préfère que vous vous référiez à ma pensée, pas à mon histoire personnelle. Situez-vous par rapport à mon discours, à ma construction politique, pas par rapport à ma chair : que vaudrait l'arrachement de l'homme par rapport à l'humus si on ne l'interrogeait que sur sa chair ?

M. : Dans notre métier de juge des enfants, on observe que les personnes les plus vulnérables sont celles qui ont des failles dans leurs origines, des ruptures dans leur filiation...

J.L.M. : Bien sûr, tout le monde a des fragilités mais, je le répète, on doit faire avec ces fragilités, elles nous constituent. Est-on certain dans ces situations, que les difficultés ne proviennent pas plutôt d'autre chose, de difficultés sociales, d'une maladie, d'un manque d'éducation ?

M. : L'accès aux origines est pourtant un droit de l'enfant. Vous sentez-vous proche du concept de droits de l'enfant tel que le développait Janusz Korczak lorsqu'il exigeait respect et autonomie pour l'enfant ?

J.L.M. : A priori, c'est très choquant cette idée de dire que vos gosses ne vous appartiennent pas, que ceux qui sont chargés de les protéger ne peuvent pas décider pour eux. Mais c'est sans doute une idée utile : j'ai le souvenir d'un débat, dans une instance du parti socialiste, où l'on se demandait si l'on devait autoriser les enfants de moins de quatorze ans à avorter sans l'accord de leurs parents. Il y avait un désaccord de principe au départ. Personnellement, je n'avais pas d'idée arrêtée sur ce sujet. Puis, une intervenante a dit : « *si vous ne permettez pas l'IVG sans l'accord parental, cela signifie que les adultes font le choix pour leurs enfants de mettre au monde un enfant* ». En regardant le problème sous cet angle, nous avons tous changé d'avis. En réalité, la compassion nous avait empêchés de voir la question du droit à la liberté individuelle.

Construction politique de la famille

M. : Vous ne croyez pas au droit d'accès aux origines et abordez avec distance la question des droits de l'enfant. Quelle conception de la famille défendez-vous ?

Les relations familiales ne sont pas contractuelles

J.L.M. : Le discours dominant sur la famille et les enfants est celui des personnes qui ont réussi socialement et qui sont peu ouvertes aux dures réalités du quotidien de la majorité des français. Il n'y a plus de brassage social : la « *classe moyenne idéologique* » admet pour ses enfants un seul type de dérogation à la règle de la reproduction sociale : l'exercice d'un métier à vocation, qui peut être social, du monde du spectacle ou de celui de la communication.

On assiste à une montée de l'individualisme et au développement d'une conception contractuelle des relations entre les individus. Il est intéressant de noter qu'Anthony Giddens, sociologue anglais, concepteur de la troisième voie de Tony Blair, est aussi celui qui a inventé ce concept de famille contractualisée. Dès lors, on accepte les relations familiales tant qu'elles correspondent au contrat de départ. Dans une telle configuration, le bon jeune est celui qui se tient bien à table et ne fait pas d'histoires.

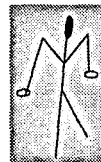
Dans ma vision politique des choses, je pense qu'il faut des prescripteurs de normes, des personnes chargées de fixer une ligne de conduite, de dire ce qu'est la vérité même si elle est provisoire. Je commence donc par camper un décor et chacun doit y trouver sa place. La société et la place que chacun y occupe doivent correspondre à une construction intellectuelle qui réponde à des objectifs précis, parce que les choses ne se font pas par nature. Moi qui suis un tenant de la séparation stricte privé-public, je dois bien constater que la loi entre de plus en plus dans le cercle intime. Je pourrais citer de nombreux exemples, de la reconnaissance du viol entre époux à la nécessité d'intervenir face à la maltraitance des personnes âgées dépendantes ou à la lutte contre les maltraitances faites aux enfants. En ce sens, je suis un *matérialiste historique*. Dans la démocratie on arbitre des intérêts particuliers. Dans la République, on est prescripteur de normes. Je suis républicain, tendance Robespierre !

Dit autrement, je crois profondément que le progrès de l'émancipation humaine se mesure aussi, et peut-être d'abord, à cette part des droits préalables dont est assuré chaque individu face à tous les autres. C'est en ce sens que j'ai pu dire que la famille est une communauté légale sous condition.

* Note de la rédaction : allusion à l'introduction de « *Patrie et autres sujets de perplexité* » in *Causes républicaines*, le Seuil 2004, où Jean-Luc Mélenchon relate son retour à 11 ans en France, le 11 août 1962, parmi les Rapatriés d'Afrique du Nord, « *une cage à oiseau à la main, sur le quai de la gare Saint Charles à Marseille (...)* je ne comprenais rien à ce qui se passait, bien sûr.

Je n'avais pas de politique dans la tête. Seulement une sorte de stupeur devant une situation inexplicable (...) On voit là combien le sens des choses est tout entier dans le regard qu'on porte sur elles !

Mes parents m'avaient confié la cage du canari. L'oiseau était affolé. Moi, je m'imbibais de sa panique ! Elle m'a peut-être contaminé à vie, ce jour-là. Car depuis, le monde m'a toujours semblé fragile et même, pour être franc, assez radicalement incertain !



M. : Est-ce dans cette conception de l'action politique que vous étiez favorable à la loi sur la parité ?

J.L.M. : Elisabeth Badinter était contre la parité, cela m'étonnait mais j'étais prêt à la suivre parce que j'avais beaucoup aimé ce qu'elle avait écrit sur le féminisme. Puis, j'ai vu les élus de la droite libérale se positionner contre la parité. J'ai alors pensé que la loi que nous votions visait à mettre fin à une forme de domination que les mœurs avaient été incapables de régler. Ce dont nous avons besoin, c'est de briser le patriarcat. A priori, dans une conception d'égalité des droits des individus, d'universalité, j'aurais dû être contre, mais j'ai voté pour la parité, parce que le patriarcat est une valeur ancrée qui a produit un rapport de domination que la culture n'a pas réussi à surmonter. Il fallait donc un soutien de la loi pour un exercice effectif de ce droit universel à l'égalité. N'oublions pas qu'en ce sens l'universalité est autant un horizon qu'un chemin.

M. : Actuellement, le Parlement débat du projet *Egalité des chances* qui prévoit notamment l'instauration d'un *contrat de responsabilité parentale*. On peut se demander si cela ne vient pas signer un virage à 180° dans une des missions essentielles de l'Etat à savoir sa mission éducative. Qu'en pensez-vous ?

J.L.M. : Pour parler sans langue de bois, le *contrat de responsabilité parentale* est un truc pour humilier les pauvres, les parents les plus vulnérables ! J'ai horreur des contrats, je préfère la loi. Vous avez raison, l'idée que l'école est le lieu de l'éducation, même au bout de deux siècles d'école publique, ne va pas de soi. Eduquer est-il une mission de l'Etat ? C'est une idée noble mais tout le monde n'est pas d'accord : les parents ont toujours voulu se charger d'éduquer leurs enfants. Au début de l'école obligatoire, ils ne voulaient pas trop envoyer leurs enfants à l'école qui a dû ruser pour obtenir leur accord : elle a parlé d'instruction plutôt que d'éducation et a accordé les vacances scolaires pour que les enfants puissent aider leurs parents à faire la moisson. Souvenez-vous qu'il y a plus d'un siècle, Jules Ferry avait dit : « nous avons sur l'Angleterre et les Etats-Unis cette supériorité de considérer que l'enseignement n'est point matière d'industrie mais matière d'Etat, et que les intérêts intellectuels de l'enfance sont sous le contrôle et la surveillance de l'Etat ».

Sur le concept d'égalité des chances, cela me fait penser à l'*ascenseur social* : ce sont des idées de droite adoptées par la gauche ! Le loto, c'est aussi l'égalité des chances ! Ce qui m'intéresse, c'est l'égalité des droits effectifs. L'expression « *ascenseur social* », ça pue le petit bourgeois. C'est Madelin qui l'a inventé. Seul un petit nombre monte dans

l'*ascenseur social*. L'idée de gauche, c'est qu'il faut sortir la classe de sa condition et pas sortir les gens de leur classe.

La crise des banlieues

M. : Parlons des banlieues. Les juges des enfants ont le sentiment que les adolescents ne vivent pas l'espace public comme protecteur et donc ne peuvent comprendre la protection apportée par un monde commun. Trois mois après les événements de novembre 2005, quelle analyse en faites-vous ? Que disent-ils de l'état de la France ?

J.L.M. : Ma nature est à l'ordre, mais les individus concrets m'obligent à réfléchir. J'en veux aux magistrats d'avoir fait ramasser des centaines de jeunes et de les avoir envoyés en prison pour plusieurs mois sous prétexte qu'ils étaient dans la rue, la nuit. Je sais que c'est mal de jeter des pierres, mais beaucoup de jeunes ont été arrêtés au faciès, et le résultat montre que ce ne sont pas les dealers qui ont été arrêtés mais ceux qui étaient inconnus des services de police. J'ai trouvé obscène cette hargne contre les arabes. J'ai cité Baboeuf, « nos maîtres sont devenus violents » et j'ai été accusé d'encourager la violence. La Commune de Paris, aujourd'hui célébrée par la gauche, était loin d'être consensuelle en son temps : Victor Hugo, George Sand, aucun des *bobocrates* de l'époque n'a soutenu les insurgés, personne n'a rien dit alors qu'on a fusillé et déporté des milliers de personnes.

Depuis longtemps, on a laissé les quartiers se délabrer et se refermer sur eux-mêmes. Certains jeunes ne sont jamais sortis de leur cité et n'ont même plus le service militaire pour permettre un certain brassage social. On se retrouve subitement loin en arrière. ■

Pour aller plus loin avec Jean-Luc Mélenchon

Ouvrages

- *A la conquête du chaos*, Denoël, 1991
- *Jusqu'à l'os : pour arrêter en politique*, Régine Desforges, 1991
- *Rocard : le rendez-vous manqué*, Ramsay, 1994
- *Manifeste pour une école globale*, L'Harmattan, 2002
- *Causes républicaines*, Le Seuil, 2004

Site internet du club de réflexion,
La République sociale :
www.poullarepubliquesociale.com

Blog :
www.jean-luc.melenchon.fr ■